

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°2891/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE DU
04/01/2019

Monsieur SEYDOU HAMANI
BOUREIMA

Contre

OGAR ASSURANCES

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare MONSIEUR SEYDOU
HAMANI BOUREIMA irrecevable en
son action pour défaut de tentative de
règlement amiable préalable;

Le Condamne aux dépens

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 04 JANVIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du vendredi 04 Janvier 2019 tenue au siège dudit
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **AMON AFFOUA PAULINE** épouse **N'DRI**,
Président;

Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN**, **BERET DOSSA
ADONIS**, **OUATTARA LASSINA**, et **AKA GNOUMON**
Assesseurs;

Avec l'assistance de Maître **KEITA NETENIN**, Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

Monsieur **SEYDOU- HAMANI Boureima** né le 22/04/1974 à
Niamey, de nationalité nigérienne, résident à Abidjan, gérant
de la Société **H2SK AUTO GLASS**, Entreprise Individuelle sise
à Abidjan, Av. 25 Rue 44 Treichville Arras 2-05 BP 333 Abidjan
05 Côte d'Ivoire, CCN° 0731747N/RCN°: CI-ABJ-2007-A-4-
643, Tél : 07 06 75 49/ 01 22 28 49/ 77 37 37 97;

Demandeur;

D'une part ;

OGAR ASSURANCES, Société d'Assurances et de
réassurances, Société Anonyme au capital de 2 100 000 000
Francs CFA, RC : ABJ-2015-M-5140, CC : 0503718-N,
Entreprise régie par le code CIMA, Arrêté Ministériel
N°496/MEMEF du 1^{er} décembre 2004 sise à Abidjan Plateau,
Rue du Commerce, Immeuble SCI Amiral, 4^e étage, 01 BP
12419 Abidjan 01, Tél : (+225) 20 31 23 00, Fax : (+225) 20 32
03 36, E-mail : ogarci@groupeogar.com, site web :
www.groupeogar.com, représentée par son Directeur Général,
Monsieur **Bernard BARTOSZEK**, de nationalité française.

Défendeur;

D'autre

part ;

Enrôlée pour l'audience du 31/07/2018, l'affaire a été appelée
puis renvoyé au 12/10/2018 pour être attribuée devant la 2^{ème}
chambre. A cette date, une instruction a été ordonnée avec le
Juge **KOKOGNY Seka Victorien**; La mise en état a fait l'objet
d'une ordonnance de clôture N° 1194/2018. Après l'instruction,
la cause et les parties ont été renvoyées à l'audience publique



du 16/11/2018. Puis, l'affaire a été mise en délibérée au 21 Décembre 2018 pour retenue. Et ensuite, l'affaire a été mise en délibéré prorogé au 04 Janvier 2018.
Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;
Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Suivant exploit en date du 23 juillet 2018, monsieur **SEYDOU-HAMANI BOUREIMA**, a fait servir assignation à la société **OGAR ASSURANCES, SA**, d'avoir à comparaître devant le tribunal de ce siège le 31 juillet 2018 aux fins de s'entendre :

- condamner à lui payer les sommes de 4.050.000 FCFA et 2.000.000 FCFA respectivement au titre de sa créance et des dommages et intérêts en vertu de l'article 1147 du code civil ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;
- Condamner aux dépens ;

Au soutien de son action, le demandeur expose qu'en sa qualité d'entrepreneur individuel exerçant sous la dénomination commerciale de **H2SK AUTO GLASS**, il s'est suivant convention verbale, engagé à réparer les bris de glaces des véhicules appartenant aux assurés de la société **OGAR ASSURANCES** en contrepartie pour celle-ci de lui payer le prix des factures de ces réparations;

Il ajoute qu'à l'arrêt de leur compte, la société **OGAR ASSURANCES** est restée lui devoir la somme de 4.050.000 FCFA;

Il fait observer que l'inexécution par sa cocontractante de son obligation de payer lui cause un préjudice de sorte qu'il sollicite sa condamnation à lui payer la somme de 2.000.000 FCFA au titre des dommages et intérêts ;

Il explique que cette situation préjudicie gravement à ses

intérêts financiers de sorte que la décision à intervenir doit selon lui être assortie de l'exécution provisoire ;

Il souhaite donc que le Tribunal réponde favorablement à ses prétentions susvisées ;

La défenderesse n'a pas conclu;

Le tribunal a soulevé d'office l'irrecevabilité de l'action puis a recueilli les observations des parties conformément à l'article 52 du code de procédure civile, commerciale et administrative;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

La défenderesse a été assignée à son siège social;
Il y a lieu de statuer par décision contradictoire à son égard;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi organique n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

-En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ou est indéterminé ;

-En premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA» ;

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 6.050.000 FCFA ;
Ce montant étant inférieur à 25.000.000 FCFA, il y a lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

Aux termes de l'article 5 nouveau de la loi organique n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce : « *la tentative de*

règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. » ;

En outre, l'article 41 dernier alinéa de la même loi dispose que : « *si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable* » ;

Il résulte de ces dispositions légales que la saisine du tribunal de commerce est soumise à une condition préalable de tentative de règlement amiable par les parties, sous peine d'irrecevabilité de l'action;

En l'espèce, le demandeur ne justifie pas avoir satisfait à cette exigence légale;

Il convient en conséquence de déclarer son action irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable;

Sur les dépens

Le demandeur succombe ; il y a lieu de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en premier et dernier ressort ;

Déclare **MONSIEUR SEYDOU HAMANI BOUREIMA** irrecevable en son action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable;

Le Condamne aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.

115 0028 27 85

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 12 FFV 2019
REGISTRE A.J. Vol. 95 F° 13
N° 266 Bord. 31 / 31
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre